

Leçons pour l'après-crise¹

Jean-Marie Harribey

L'Humanité Dimanche, n° 143, 8 janvier 2009

Quelles leçons pour l'avenir peut-on tirer de la crise globale qui secoue le capitalisme ? Au moins trois : historique, théorique et politique.

La première leçon se situe à un niveau aussi important que l'effondrement du mur de Berlin. Le capitalisme vient de prouver définitivement son incapacité à satisfaire les besoins humains fondamentaux. Au cours du XX^e siècle, il avait montré sa supériorité sur le système bâti par l'ex-Union soviétique grâce à son aptitude à répondre aux besoins solvables. La crise majeure, qui conclut la période néolibérale amorcée au cours de la décennie 1970 pour remédier – déjà ! – à une chute de rentabilité, rappelle que le capitalisme est porteur d'une contradiction croissante entre l'extension permanente du champ de la marchandise et la possibilité de faire accéder tous les humains à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, à l'éducation, à la santé et aux connaissances. Le très haut niveau de productivité du travail atteint permettrait cet accès, les rapports de production capitalistes l'interdisent et ce qui pourrait être gratuit ou presque reste enserré dans le statut de marchandise ou, pire, est introduit de force dans la sphère du profit. Face aux urgences sociale et écologique actuelles, le capitalisme se révèle impuissant.

La deuxième leçon est plus théorique mais découle de ce qui précède. La crise est partie de la sphère financière, en son cœur, les Etats-Unis. Ce que l'on a appelé la financiarisation de l'économie mondiale résulte de deux mouvements conjoints. Le premier est la libéralisation du mouvement des capitaux ayant permis une gigantesque restructuration des activités productives à l'échelle mondiale, en profitant des faibles coûts de main-d'œuvre dans les pays émergents. Le second est la dévalorisation de la condition salariale, obtenue par la déconnexion des salaires de l'évolution de la productivité du travail et par les restrictions apportées aux droits sociaux (assurance maladie et retraites) et aux services publics. Le résultat de ces deux mouvements simultanés est, en un quart de siècle, une formidable réduction de la part salariale dans la richesse produite d'environ 10 points de pourcentage dans tous les pays industrialisés, aujourd'hui reconnue par le FMI, l'OCDE et l'Union européenne.

L'origine de la financiarisation est là : des profits dopés, des taux de rémunération du capital exorbitants et des investissements dans les anciens pays industriels ne répondant plus aux normes de rentabilité ; il ne restait plus aux grands fonds de placement et aux banques que de développer une machinerie financière spéculative invraisemblable, faite de titrisation, de produits dérivés, d'assurances anti-risques grossissant à vue d'œil avec les risques eux-mêmes, de mécanismes de levier pour tirer parti d'une politique monétaire encline à servir la finance plutôt que la production. Mais, en se rapprochant toujours un peu plus de son modèle le plus abstrait, celui qu'avait analysé Marx dans son *Capital*, la finance dévoilait chaque jour davantage son caractère fétiche : l'exploitation de la force de travail ayant une limite, l'illusion de l'auto-valorisation du capital ne pouvait que s'évanouir puisque les bulles finissent toujours par éclater. En un mot, la finance a été rattrapée par la loi de la valeur dont elle avait cru s'exonérer. Et les chantres des retraites par capitalisation, nichés jusque dans le sein de la gauche bien-pensante, cherchant à faire croire que la finance pouvait créer de la richesse, apparaissent au grand jour pour ce qu'ils sont : des charlatans économiques.

¹ *L'Humanité Dimanche* a changé le titre et publié : « Crise : la fuite en avant ? ».

La troisième leçon de la crise est politique. Comment agir pour, d'une part, éviter le retour des crises à court et moyen terme et, d'autre part, reposer le problème du dépassement du capitalisme à long terme ? En agissant sur les deux instruments qui ont nourri la financiarisation. D'abord, en mettant un terme à l'absolue liberté de circuler du capital : taxation de toutes les transactions financières, soumission des échanges de marchandises à des normes sociales et environnementales sous peine de taxes aux importations, socialisation intégrale à l'échelle européenne du secteur bancaire et financier, interdiction de la titrisation, des produits dérivés et des paradis fiscaux. Ensuite, en écrêtant drastiquement les revenus financiers pour amorcer une réduction des inégalités en Europe et dans le monde : fixation d'un revenu maximal versé par les entreprises, rétablissement d'un impôt fortement progressif, définition du principe d'un revenu minimum dans tous les pays au niveau de 60% du revenu médian considéré comme le seuil de pauvreté.

L'ensemble des prélèvements nouveaux doit permettre d'atteindre deux objectifs : engager, par des investissements massifs, la transformation des systèmes énergétiques et de transports pour réduire l'empreinte écologique, et élargir la sphère non marchande contrôlée par la collectivité, localement, nationalement et mondialement, pour répondre aux besoins sociaux et protéger les biens communs de l'humanité. Aux antipodes des plans adoptés par les gouvernements en Europe ou aux États-Unis qui entendent poursuivre les dérégulations sociales et confier au marché le soin de gérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La crise éclaire le choix : fuite en avant dans le capitalisme vert, simple habillage de la prise en otage de l'avenir de la planète par le marché, ou bien amorce d'une autre logique que celle du profit.